

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

ARKEA BANKING SERVICES

Société Anonyme au capital de 46 500 000 €uros
Siège social : Immeuble Le Bristol - 27, avenue des Murs du Parc - 94300 Vincennes
440 180 388 R.C.S. Créteil

Comptes annuels au 31 décembre 2025 approuvés par l'Assemblée Générale du 12 mai 2026

I – Bilan

Actif (En milliers d'euros)	Notes	31.12.2025	31.12.2024
Caisse, Banques centrales		-	-
Effets publics et valeurs assimilées		-	-
Créances sur les établissements de crédit	1 & 14	1 385 103	1 598 352
Opérations avec la clientèle	2 & 14	420	315
Obligations et autres titres à revenu fixe		-	-
Actions et autres titres à revenu variable		-	-
Participations et autres titres détenus à long terme	3	2 194	4 405
Parts dans les entreprises liées	3	-	-
Immobilisations incorporelles	4	547	604
Immobilisations corporelles	4	1 269	1 455
Autres actifs	5	48 690	32 178
Comptes de régularisation	6	36 142	29 319
Total		1 474 365	1 666 628

Passif	Notes	31.12.2025	31.12.2024
Dettes envers les établissements de crédit	7 & 14	14 480	15 181
Opérations avec la clientèle	8 & 14	1 311 749	1 536 935
Dettes représentées par un titre		-	-
Autres passifs	9	20 206	3 978
Comptes de régularisation	10	10 492	9 961
Provisions	11	1 349	1 734
Dettes subordonnées	12	8 001	5 001
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)		-	-
Capitaux propres hors FRBG	13	108 088	93 837
Capital souscrit		46 500	46 500
Primes d'émission		-	-
Réserves		3 892	2 159
Provisions réglementées et subventions d'investissement		-	-
Report à nouveau		17 081	10 523
Résultat de l'exercice		40 616	34 656
Total		1 474 365	1 666 628

Hors-bilan (En milliers d'euros)	Notes	31.12.2025	31.12.2024
Engagements donnés		20 000	20 000
Engagements de financement		0	-
Engagements de garantie	15	20 000	20 000
Engagements sur titres		-	-
Engagements reçus		101 428	101 428
Engagements de financement	15	100 000	100 000
Engagements de garantie	15	1 428	1 428
Engagements sur titres		-	-
Instruments financiers à terme		-	-

II - Compte de résultat

Compte de résultat (En milliers d'euros)	Notes	31.12.2025	31.12.2024
Intérêts et produits assimilés	16	34 330	72 364
Intérêts et charges assimilés	16	-30 998	-66 105
Revenus des titres à revenu variable		-	-
Commissions (produits)	17	161 498	148 669
Commissions (charges)	17	-890	-1 313
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation		-	-
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés		-	-
Autres produits d'exploitation bancaire	18	4 040	4 393
Autres charges d'exploitation bancaire	18	-343	-651

Produit net bancaire		167 638	157 357
Charges générales d'exploitation	19	-112 121	-109 690
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		-243	-271
Résultat brut d'exploitation		55 274	47 396
Coût du risque	20	-	46
Résultat d'exploitation		55 274	47 442
Gains ou pertes sur actifs immobilisés		-	-
Résultat courant avant impôt		55 274	47 442
Résultat exceptionnel		-	-601
Impôt sur les bénéfices	21	-14 658	-12 185
Dotations/Reprises de FRBG et provisions réglementées		-	-
Résultat net		40 616	34 656

III - Annexe aux comptes au 31 décembre 2025

Cadre juridique et financier et faits marquants de l'exercice

Cadre juridique et financier

La société Arkéa Banking Services est un établissement de crédit ayant pour activités principales :

- La fourniture de services et produits bancaires à une clientèle d'entreprises et d'institutionnels
- La fourniture de prestations administratives, techniques et bancaires en marque blanche (constitutives de prestations essentielles au sens de la réglementation bancaire) au profit de personnes agréées ou habilitées à exercer en France au sens du Code monétaire et financier.

Faits marquants de l'exercice

En mai 2025, Xavier Eloy a été nommé en tant que nouveau président du Directoire de la société et Delphine SCHRICKE en tant que membre du Directoire. L'année 2025 a également été marquée par un accompagnement renforcé des clients de la société dans des projets de développement stratégiques.

Principes comptables et méthodes d'évaluation

Présentation des comptes

La présentation des comptes est faite en conformité avec le Règlement n° 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Le règlement ANC 2014-07 a fait l'objet d'une modification par le règlement ANC 2023-03 qui matérialise la suppression des transferts de charges.

Principes généraux et méthodes d'évaluation

Principes généraux

Les méthodes d'évaluation des comptes annuels retenues pour cet exercice, n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité d'exploitation,
- Permanence de méthodes d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les comptes de la société sont établis conformément aux principes comptables généralement admis ainsi qu'aux dispositions réglementaires applicables aux établissements de crédit en France, prescrites par le règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 qui regroupe à droit constant dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Options et méthodes d'évaluation

Créances

Les créances sur tiers sont présentées dans la rubrique "autres actifs" à l'actif du bilan. Une dépréciation de ces créances est comptabilisée, dès lors qu'il existe un risque avéré d'absence de règlement de la créance.

Garanties

Les garanties sont valorisées à la meilleure périodicité, en fonction de la nature des garanties figurant au portefeuille.

Opérations avec la clientèle

Les opérations avec la clientèle présentées au passif du bilan correspondent aux dépôts de liquidité réalisés par les clients établissements de paiement.

Portefeuille titres

Les opérations sur portefeuille titres sont comptabilisées conformément aux dispositions prévues dans le règlement ANC 2014-07.

Titres de participation et parts dans les entreprises liées

Les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont constitués d'actions et de valeurs assimilées dont la possession durable est estimée utile au développement de l'entreprise et qui permettent d'exercer une influence notable sur la société émettrice ou d'en assurer le contrôle. Cette influence est présumée pour un pourcentage de contrôle supérieur ou égal à 10 %.

Les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont comptabilisés à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition, frais exclus. Ils sont ensuite évalués en fonction de leur valeur d'utilité et figurent au bilan au plus bas de leur valeur d'acquisition et de cette valeur d'utilité.

L'estimation de la valeur d'utilité, pour chaque titre, s'appuie sur des méthodes d'évaluation fondée soit sur des approches de marché (multiples, benchmarks sectoriels, cours de bourse moyen...), des approches par les résultats (actualisation des flux futurs, DCF - Discounted Cash-Flows, DDM - Dividend Discount Model, ...) ou des approches par les coûts (actif net réévalué), permettant ainsi d'apprécier les perspectives de rentabilité.

Les moins-values latentes résultant de la différence entre la valeur comptable et la valeur d'utilité, calculées par lignes de titres, font l'objet d'une dotation pour dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes constatées. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Autres titres détenus à long terme

Les autres titres détenus à long terme sont des actions ou des valeurs assimilées qui sont détenues dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influence dans la gestion de cette dernière, en raison de la faiblesse des droits de vote liés à ces titres. Les autres titres détenus à long terme sont comptabilisés à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition, frais exclus. Ils sont ensuite évalués en fonction de leur valeur d'utilité et figurent au bilan au plus bas de leur valeur d'acquisition et de cette valeur d'utilité.

Les moins-values latentes résultant de la différence entre la valeur comptable et la valeur d'utilité, calculées par lignes de titres, font l'objet d'une dotation pour dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes constatées. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Immobilisations

Les immobilisations figurent au coût historique, diminué des amortissements cumulés. Les amortissements sont pratiqués sur le mode linéaire.

Conformément au règlement ANC n° 2014-03 relatif aux règles d'amortissement et de dépréciation des actifs, les principaux composants des constructions sont isolés en comptabilité et amortis sur leurs durées d'utilisation respectives. Les composants et durées d'amortissements suivants ont été retenus :

Composant	Durée d'amortissement
Terrain	Non amortissable
Gros œuvre	Immeubles de direction et de placement : 50 ans
	Agences : 25 ans
Clots et couverts	25 ans
Lots techniques	20 ans
Agencements	3 à 15 ans
Mobiliers	10 ans
Matériels électroniques & de sécurité	3 à 10 ans
Logiciels créés ou acquis	3 à 13 ans
Portefeuilles de contrats clientèle acquis	6 à 13 ans

En application du règlement n° 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs, les frais d'acquisition des immobilisations sont incorporés à la valeur d'entrée au bilan de ces immobilisations.

Les logiciels destinés à un usage interne sont enregistrés en immobilisations si le projet a de sérieuses chances de réussite technique et que l'entité manifeste sa volonté de produire le logiciel (PCG art 611-3).

Les logiciels créés par l'entité destinés à un usage commercial ainsi que ceux destinés aux besoins propres de l'entité sont inscrits en immobilisations, à leur coût de production. Le coût de production comprend les seuls coûts liés à la conception détaillée de l'application (analyse organique), à la programmation, à la réalisation des tests et jeux d'essais et à l'élaboration de la documentation technique destinée à l'utilisation interne ou externe (PCG art 611-4).

Lorsqu'il existe des indices de perte de valeur, un test de dépréciation visant à comparer la valeur comptable du bien et sa valeur actuelle est effectué. En cas de perte de valeur, une dépréciation est constatée en compte de résultat, dans la rubrique dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles. En particulier, le mali généré par une opération de fusion ou assimilée subit une dépréciation lorsque la valeur actuelle d'un actif sous-jacent auquel une quote-part du mali a été affectée devient inférieure à la valeur comptable de l'actif précité, majorée de la quote-part du mali affecté.

En application du règlement 2015-06 de l'ANC transposant la directive européenne 2013, le mali technique est comptabilisé au bilan par catégories d'actifs selon son affectation aux plus-values latentes sur les actifs sous-jacents apportés (PCG art 745-5 et 745-6).

Solution informatique

Une solution informatique est un ensemble organisé de fonctionnalités logicielles (programmes, codes, paramétrages...) apte à satisfaire les besoins des utilisateurs en vue notamment de stocker, manipuler, transformer, produire, sécuriser des données, d'y accéder ou encore de les transmettre. Une solution informatique peut être un projet unique ou un ensemble de sous-projets.

Toute solution informatique porteuse d'avantages économiques futurs pour l'entité et utilisée au-delà d'un exercice, constitue une immobilisation incorporelle.

Conformément au règlement ANC 2023-05 modifiant le règlement ANC 2014-03, le coût d'entrée des solutions informatiques peut être défini :

- par le coût d'acquisition en respectant les règles générales de reconnaissance d'un actif incorporel,
- ou par le coût de production comprenant les coûts engagés par l'entité, dès lors que l'ensemble des conditions d'activation sont remplies, il comprend les seuls coûts directement attribuables à la solution informatique et nécessaire à sa production.

Provisions

Des provisions sont constituées en vue de couvrir des risques ou charges clairement identifiés et mesurables. Les provisions non liées à des opérations bancaires sont constituées conformément au règlement ANC 2014-03 : elles sont subordonnées à l'existence d'une obligation à l'égard des tiers sans contrepartie future.

Provisions pour engagements sociaux

Arkéa Banking Services applique la recommandation n° ANC 2013 - 02 du 7 Novembre 2013 modifiée le 5 novembre 2021 relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires.

Les régimes de retraite peuvent être des régimes à cotisations définies ou des régimes à prestations définies. Les régimes à cotisations définies ne comportent aucun engagement de la société sur le niveau de prestations fournies. Les cotisations versées constituent une charge de l'exercice, enregistrée dans la rubrique frais de personnels.

Les régimes à prestations définies désignent des régimes pour lesquels la société s'est engagée à assurer un montant ou un niveau de prestation. Cet engagement constitue un risque à moyen ou long terme. Les engagements en matière de retraite qui ne relèvent pas des régimes à cotisations définies sont intégralement provisionnés dans la rubrique provisions au bilan. Les indemnités de fin de carrière et les médailles du travail sont également enregistrées à ce même poste.

Contrats déficitaires

Dès qu'elle devient probable, une perte sur contrat doit être comptabilisée par constitution d'une provision.

Prestations continues

Les prestations continues sont comptabilisées selon la méthode de l'avancement, c'est-à-dire au fur et à mesure de l'avancement de l'exécution de la prestation. Cet avancement est calculé par les produits qui sont généralement fonction de l'écoulement du temps. D'où une comptabilisation en 2 étapes :

- prise en compte des produits en fonction de l'avancement ;
- puis rattachement des charges aux produits ainsi comptabilisés.

Informations sur les postes du bilan, du hors-bilan et compte de résultat

Note 1. Créances sur les établissements de crédit

(En milliers d'euros)	31.12.2025			31.12.2024		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes ordinaires	847 411	-	847 411	963 984	-	963 984
Prêts, valeurs reçues en pension	-	529 633	529 633	-	613 000	613 000
Créances rattachées	4 803	3 256	8 059	7 296	14 072	21 368
Total	852 214	532 889	1 385 103	971 280	627 072	1 598 352

Note 2. Opérations avec la clientèle Actif

(En milliers d'euros)	31.12.2025				31.12.2024			
	En cours brut	Dont En cours douteux	Dépréciations	Total	En cours brut	Dont En cours douteux	Dépréciations	Total
Créances commerciales								
En cours	-	-	-	-	-	-	-	-
Créances rattachées	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et crédits								
En cours	411	-	-	411	305	-	-	305
Créances rattachées	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptes ordinaires								
En cours	-	-	-	-	-	-	-	-
Créances rattachées	9	-	-	9	10	-	-	10
Total	420	-	-	420	315	-	-	315

Note 3. Participations, autres titres détenus à long terme et parts dans les entreprises liées

(En milliers d'euros)	31.12.2024	Augmentation	Diminution	Autres	31.12.2025
Participations					
Valeur brute	-	-	-	-	-
Dépréciations	-	-	-	-	-
Valeur nette	-	-	-	-	-
Autres titres détenus à long terme (1)	4 405	-	-2 211	-	2 194
Valeur brute	-	-	-	-	-
Dépréciations	-	-	-	-	-
Valeur nette	4 405	-	-2 211	-	2 194
Entreprises liées	-	-	-	-	-
Valeur brute	-	-	-	-	-
Mali affecté	-	-	-	-	-
Dépréciations	-	-	-	-	-
Valeur nette	-	-	-	-	-

(1) Au 31.12.2025, le montant des certificats d'associés FGDR est de 2 194 milliers d'euros.

Note 4. Immobilisations corporelles et incorporelles

(En milliers d'euros)	31.12.2024	Augmentation	Diminution	31.12.2025
Immobilisations incorporelles				
Montant brut	4 969			4 969
Amortissements (1)	-4 365	-58		-4 423
Montant net	604	-58		547
Immobilisations corporelles				

Montant brut	1 866		1 866
Amortissements (1)	-411	-186	-596
Montant net	1 455	-186	1 269
<i>(1) Dont 22 milliers d'euros au 31/12/2025 lié à la modification des durées d'amortissement des logiciels créés ou acquis (programme) compte tenu de l'allongement de certains contrats.</i>			

Aucune charge de dépréciation n'a été constatée sur les immobilisations incorporelles et corporelles au cours de l'exercice 2025.

Arkéa Banking Services ne détient pas de terrain d'exploitation et hors exploitation.

Note 5. Autres actifs

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Etat	12 260	5
Dépôts de garantie versés	1 369	2 748
Autres débiteurs divers	35 061	29 425
Total	48 690	32 178

Note 6. Comptes de régularisation – Actif

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Valeurs à l'encaissement	1 504	1 925
Charges constatées d'avance	228	44
Produits à recevoir	34 406	27 350
Comptes de régularisation divers	3	
Total	36 142	29 319

Note 7. Dettes envers les établissements de crédit

(En milliers d'euros)	31.12.2025			31.12.2024		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes ordinaires	6 478		6 478	7 180		7 180
Emprunts et valeurs données en pension	-	8 000	8 000	-	8 000	8 000
Dettes rattachées	-	2	2	-	1	1
Total	6 478	8 002	14 480	7 180	8 001	15 181

Note 8. Opérations avec la clientèle - Passif

(En milliers d'euros)	31.12.2025			31.12.2024		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes ordinaires	1 309 467		1 309 467	1 532 516		1 532 516
Dettes rattachées	2 282		2 282	4 419		4 419
Total	1 311 749		1 311 749	1 536 935		1 536 935

Note 9. Autres Passifs

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Etat	17 132	2 294
Rémunérations dues au personnel	498	356
Charges sociales	2 533	1 226
Divers	43	102
Total	20 206	3 978

Note 10. Comptes de régularisation – Passif

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Comptes indisponibles sur opérations de recouvrement	3	3
Produits constatés d'avance	203	
Charges à payer	10 058	9 698
Comptes de régularisation divers	227	260
Total	10 492	9 961

Note 11. Provisions

(En milliers d'euros)	31.12.2024	Dotations	Reprises (utilisées)	Reprises (non utilisées)	Autres variations	31.12.2025
Provisions pour engagement de retraite	1 174	92			-	1 266
Autres provisions	560	83	-190	-370	-	83
Total	1 734	175	-190	-370		1 349

Variation nette			-385		
-----------------	--	--	------	--	--

La provision pour engagements de retraite est évaluée selon la méthode des unités de crédit projetées et tient compte d'hypothèses démographiques, de taux de rotation des effectifs, d'augmentations des salaires, de taux d'actualisation et d'inflation. En particulier, les calculs réalisés intègrent un taux d'actualisation de 4,13%. Ce taux est déterminé en référence à l'indice iBoxx corporate AA 10+ eurozone basé sur des obligations privées. Les calculs intègrent également un taux de rotation des effectifs compris entre 0% et 7,14% et un taux de revalorisation des salaires brut d'inflation compris entre 2,89% et 3,54%. Les engagements sont évalués sur la base des tables de mortalité TH00-02 et TF00-02 pour la phase de constitution de l'engagement et des tables de mortalité TGH05 et TGF05 pour la phase de restitution des rentes.

Note 12. Dettes subordonnées

Dettes subordonnées représentant au moins 10 % du total des dettes subordonnées	Montant	Devise	Taux	Echéance
Titres subordonnés	5 000	eur	EUR ESTR CMP +2,23%	28/03/2034
	3 000	eur	EUR ESTR CMP +1,91%	29/06/2035
Dettes rattachées	1	eur		
Total	8 001			

Note 13. Capitaux propres hors FRBG

(En milliers d'euros)	Début d'exercice	Affectation résultat exercice précédent	Variation de l'exercice	Fin d'exercice
Capital	46 500			46 500
Prime d'émission				
Total réserves	2 159	1 733		3 892
Réserve légale	2 159	1 733		3 892
Réserves facultatives et statutaires				
Réserves plus-values à long terme				
Autres réserves				
Report à nouveau créditeur	10 523	6 558		17 081
Report à nouveau débiteur				
Résultat de l'exercice	34 656	-34 656	40 616	40 616
Intérêts versés sur parts sociales		26 366		
Total	93 837	0	40 616	108 088

Le capital social est composé de 4 650 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 10 euros.

Note 14. Ventilation de certains actifs / passifs selon leur durée résiduelle

(En milliers d'euros)	D<3 mois	3M<D<1an	1an<D<5ans	D>5ans	Dettes et créances rattachées	Total
Actif						
Créances sur établissements de crédit	847 411	500 000		29 633	8 059	1 385 103
à vue	847 411				4 803	852 214
à terme		500 000		29 633	3 256	532 889
Créances sur la clientèle				411	9	420
autres concours à la clientèle				411	9	420
Passif						
Dettes envers les établissements de crédit	6 478	8 000			2	14 480
à vue	6 478					6 478
à terme		8 000			2	8 002
Opérations avec la clientèle	1 309 467				2 282	1 311 749
à vue	1 309 467				2 282	1 311 749
à terme						

Note 15. Engagements de l'activité bancaire

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Engagements donnés		
Engagements de financement	-	-
en faveur des établissements de crédit	-	-
en faveur de la clientèle	-	-
Engagements de garantie	20 000	20 000
d'ordre d'établissements de crédit	20 000	20 000
d'ordre de la clientèle	-	-
Engagements sur titres	-	-
autres engagements donnés	-	-

Engagements reçus		
Engagements de financement	100 000	100 000
reçus des établissements de crédit	100 000	100 000
reçus de la clientèle		-
Engagements de garantie	1 428	1 428
reçus des établissements de crédit	1 428	1 428
reçus de la clientèle		-
Engagements sur titres	-	-
autres engagements reçus	-	-

Note 16. Intérêts, produits et charges assimilés

(En milliers d'euros)	31.12.2025		31.12.2024	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations avec les établissements de crédit	34 300	-587	72 320	-542
Opérations avec la clientèle	30	-30 411	44	-65 564
Total	34 330	-30 998	72 364	-66 105

Note 17. Commissions

(En milliers d'euros)	31.12.2025		31.12.2024	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations avec les établissements de crédit		-2		-1
Opérations avec la clientèle	137 971		126 695	
Opérations sur hors-bilan		-1		
Prestations de services financiers	23 527	-886	21 974	-1 311
Total	161 498	-890	148 669	-1 313

Note 18. Autres produits et charges d'exploitation bancaire

(En milliers d'euros)	31.12.2025		31.12.2024	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Cotisations				
Intervention du Fonds fédéral				
Activités bancaires		-260		-91
Activités non bancaires				
Autres	3 480		4 386	
Provisions risques et charges d'exploitation	560	-83	7	-560
Total	4 040	-343	4 393	-651

Note 19. Charges générales d'exploitation

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Frais de personnel	-26 231	-23 265
Salaires et traitements	-14 092	-13 274
Charges sociales	-6 715	-5 653
dont charges de retraite	-923	-892
Intéressement et participation	-2 961	-2 439
Impôts et taxes afférentes	-2 464	-1 899
Autres frais administratifs	-85 889	-86 425
Impôts et taxes	468	-907
Services extérieurs	-86 120	-86 560
Charges refacturées	-237	1 042
Total	-112 121	-109 690

Ventilation des effectifs du personnel salarié

	31.12.2025	31.12.2024
	Personnel salarié	Personnel salarié
Employés	98	107
Cadres	170	158
Total	268	265

La rémunération globale allouée aux membres du conseil de surveillance est de 15 290 euros.

Note 20. Coût du risque

(En milliers d'euros)		31.12.2025	31.12.2024
Créances	Dotations	-	-
	Reprises utilisées	-	-
	Reprises devenues disponibles	-	46
	Récupération sur créances amorties	-	-
	Créances irrécouvrables couvertes	-	-
	Créances irrécouvrables non couvertes	-	-
Solde		-	46

Note 21. Impôt sur les bénéfices

(En milliers d'euros)		31.12.2025	31.12.2024
Charge fiscale courante hors apport des filiales intégrées		-14 658	-12 185
Total		-14 658	-12 185
Résultat avant impôt, résultat exceptionnel et FRBG		55 274	47 442
Taux effectif		-26,52%	-25,68%

Note 22. Comptes consolidés

Arkéa Banking Services n'a ni contrôle exclusif, ni influence notable dans aucune entreprise. Il n'y a donc pas lieu, pour elle, de présenter des comptes consolidés. Ses comptes sont intégrés globalement dans les comptes consolidés de Crédit Mutuel Arkéa, situé au 1, rue Louis Lichou 29480 Le Relecq Kerhuon.

Les états financiers consolidés sont consultables sur le site :

https://www.cm-arkea.com/arkea/banque/assurances/c_9172/fr/documents-d-enregistrement-universels

Note 23. Intégration Fiscale

La société était comprise dans le périmètre de l'intégration fiscale du Crédit Mutuel Arkéa dont la société mère est Crédit Mutuel Arkéa depuis le 01/01/2011. Elle est sortie le 01/01/2025.

Note 24. Evénements post clôture

Néant.

IV – Rapport des commissaires aux comptes

(Exercice clos le 31 décembre 2025)

A l'Assemblée générale

ARKEA BANKING SERVICES

Le Bristol

27 Avenue des Murs-du-Parc 94300 Vincennes

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Arkéa Banking Services relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Conseil de surveillance exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce.

Fondement de l'opinion**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Par ailleurs, les services autres que la certification des comptes que nous avons fournis au cours de l'exercice à votre société et aux entités qu'elle contrôle et qui ne sont pas mentionnés dans le rapport de gestion ou l'annexe des comptes annuels sont les suivants : procédures convenues.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2023-03 exposées dans l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations – Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous devons porter à votre connaissance les points clés d'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Nous avons déterminé qu'il n'y avait pas de point clé d'audit à communiquer dans notre rapport.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Actionnaires à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante :

Comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du Conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-4 et L.22-10-10 du code de commerce.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires***Désignation des commissaires aux comptes***

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Arkéa Banking Services par vos Assemblées générales du 17 décembre 2021 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et du 30 avril 2020 pour le cabinet Deloitte & Associés.

Au 31 décembre 2025 le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la 5^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet Deloitte & Associés dans la 6^{ème} année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au Conseil de surveillance exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels***Objectif et démarche d'audit***

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation.

Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au Conseil de surveillance exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce.

Nous remettons au Conseil de surveillance exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au Conseil de surveillance, exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce, figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au Conseil de surveillance, exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le Conseil de surveillance exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce, des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Nantes et Paris-La Défense, le 23 avril 2026

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Nicolas JOLIVET

Deloitte & Associés
Pascal TOUSSAINT

V – Rapport de gestion

En application du règlement ANC n°2014-07, le rapport de gestion peut être obtenu sur simple demande à l'adresse suivante :
ARKEA BANKING SERVICES : 27 Avenue des Murs du Parc, 94300 VINCENNES